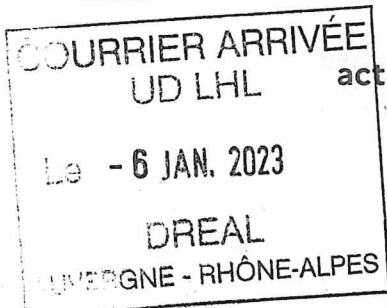


**PRÉFÈTE  
DE LA LOIRE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service environnement et prévention des risques**



**Arrêté préfectoral n°549-DDPP-22 portant  
actualisation du tableau des installations classées**

VU CP  
OS/0A La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'environnement, notamment son livre V ;  
**Vu** le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n° 21-020 du 29 janvier 2021 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BAZIN, Directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n° 479/DDPP/22 du 10 octobre 2022 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;  
**VU** l'arrêté préfectoral du 18/10/2004 autorisant les Ets BAYLE à exercer des activités de transit de déchets de métaux et déchets industriels banals à Lorette, 49 rue Adèle Bourdon ;  
**VU** l'arrêté préfectoral du 28/08/2012, portant modification de l'arrêté du 10/10/2004 sus-visé ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 432/DDPP/14 du 15/10/2014 portant enregistrement de l'installation classée de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage exploitée par les Ets BAYLE à Lorette, 49 rue Adèle Bourdon ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 393-DDPP-14 du 25/09/2014 portant mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations ;  
**VU** la déclaration du 16/03/2022 par laquelle les Ets BAYLE déclarent exploiter de nouvelles installations classées ;  
**VU** la déclaration de changement d'exploitant au profit de la société SUEZ RV Centre Est en date du 04/10/2022 ;  
**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 01/12/2022 ;

**Considérant** que le tableau des installations classées doit être actualisé pour intégrer les nouvelles rubriques concernées par les activités exercées sur le site ;

**Considérant** que les autres activités exercées sur le site sont inchangées ;

**Considérant** néanmoins que la cisaille mentionnée dans l'arrêté préfectoral du 28/08/2012 sus-visé doit être classée sous la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées ;

**Considérant** que d'après l'exploitant, la quantité de déchets traitée par la cisaille est inférieure à 10 t/j ;

**Considérant** les observations de l'exploitant transmises le 20/12/2022 ;

**Sur proposition** du chef de l'unité interdépartementale 42-43 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

**ARRETE**

**Article 1**

Les installations classées exploitées par la société SUEZ RV Centre Est sur le site situé 49 rue Adèle Bourdon à LORETTE sont classées selon le tableau suivant.

Standard : 04 77 43 44 44

Télécopie : 04 77 43 53 02

Site internet : [www.loire.gouv.fr](http://www.loire.gouv.fr)

Immeuble « Le Continental », 10 rue Claudius Buard CS 40272 - 42014, Saint-Etienne Cedex 2

Celui-ci remplace le tableau de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 18/10/2004 sus-visé.

Libellé	Rubrique	Volume des activités	Régime
Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup>	2712-1	Surface dédiée 300 m <sup>2</sup>	E
Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> ;	2713-1	Surface dédiée 6 000 m <sup>2</sup>	E
Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 7 t	2710-1	Quantité de déchets dangereux présente maximum 6,9 t	DC
Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant : inférieur à 300 m <sup>3</sup>	2710-2	Volume de déchets présent maximum 299 m <sup>3</sup>	DC
Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j	2791-2	Cisaille quantité traitée <10 t/j	DC
Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	2714-2	Volume de déchets présent maximum 999 m <sup>3</sup>	D

Libellé	Rubrique	Volume des activités	Régime
Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	2716-2	Volume de déchets présent 250 m <sup>3</sup>	D

## **Article 2**

Les prescriptions contenues dans les arrêtés du :

- 27/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1,
- 27/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2,
- 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

sont applicables.

Pour les activités classées sous la rubrique 2716, les prescriptions applicables sont celles relatives aux installations existantes définies en annexe III de l'arrêté du 06/06/2018 sus-mentionné.

Les prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux du 18/10/2004 et du 15/10/2014 sus-visés, demeurent également applicables.

## **Article 3**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif.

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux Articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet de la présente décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.



Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [ww.telerecours.fr](http://ww.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'Article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

#### **Article 4**

Conformément aux dispositions des Articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Étienne et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Lorette pendant une durée minimale d'un mois.

Le maire de Lorette fera connaître par procès verbal, adressé à la direction départementale de la protections des population, service environnement et prévention des risques l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 5**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au Maire de Lorette chargé de l'affichage prescrit à l'article 4 précité,
- à l'exploitant.

Saint-Étienne, le 03/01/2023  
Pour la préfète et par délégation

Pour la Préfète  
et par subdélégation  
Le Directeur Départemental adjoint  
de la Protection des Populations

 Pierre CABRIDENC

#### **Copie adressée à :**

- Archives
- Chrono